

# Le cours ordinaire de l'histoire

## Invasion de l'Ukraine. La paix n'était qu'un armistice

par

*Jean-Michel Muglioni*

le 1er mars 2022

*Jean-Michel Muglioni propose une réflexion sans doute banale : nous avons oublié que les États sont entre eux dans un état de guerre. Les efforts pour instituer un droit international n'y ont pas mis fin. La paix n'était qu'un armistice dont seuls quelques peuples ont pu profiter. La croyance selon laquelle la concurrence économique n'est pas la guerre aura été notre somnifère. Que peut-on attendre maintenant de peuples riches qui ont peur de manquer d'énergie pour se chauffer ?*

*« La seule leçon de l'histoire, c'est qu'il n'y a pas de leçons de l'histoire. »*

*Hegel (Leçons sur l'histoire).*

On s'en souvient : après la chute du mur de Berlin, c'était, disait-on, la fin de l'histoire et des idéologies. Ce discours alors ressassé n'avait aucun sens. Comme si la paix avait dû d'elle-même s'imposer et les idéologies disparaître - de quelque façon qu'on entende le terme d'idéologie. Nous redécouvrons avec l'invasion de l'Ukraine ce que le général de Gaulle appelait la Russie de toujours. L'Europe de toujours est faite de principautés, de royaumes ou de peuples en guerre les uns contre les autres, dont l'accord, depuis les massacres du siècle dernier, a eu pour principe une peur sans doute salutaire plus qu'une métamorphose. L'Europe d'aujourd'hui est un marché où se livre une autre guerre, la concurrence économique, et toujours entre la France et l'Allemagne. Peuples bien nourris, dont la politique n'a pas pour but la liberté mais l'enrichissement. La peur du nucléaire rend l'Allemagne prisonnière de la Russie pour son approvisionnement en énergie, l'Allemagne bercée de nombreuses années par une chancelière maternelle. En France, on veut un président de la République protecteur. Que penser de peuples qui ont besoin d'une mère ou d'un père ? Que signifie l'étiquette convenue d'État-providence ? Être citoyen n'est pas s'en remettre à la Providence. Notre luxe nous endort, et endort même les plus pauvres. Entendons bien ! Le législateur, c'est-à-dire le Peuple par ses représentants, doit garantir par des lois la liberté de chacun, et donc faire en sorte que la puissance économique de quelques-uns n'asservisse pas les autres. Mais l'obsession

de notre confort nous met à la merci du premier tyran venu dont le peuple esclave est accoutumé à vivre dans la misère. L'histoire de l'Empire romain est l'histoire de la victoire des pauvres contre les riches.

Que nous nous soyons donné, au cours d'une longue et tragique histoire, des institutions libres, cela ne signifie pas que partout les peuples nous imiteront. Nous proposer comme idéal et comme fin ultime d'étendre à toute la Terre un régime de liberté, dans une Société des Nations - l'idée cosmopolitique conçue dès le XVIII<sup>e</sup> siècle par l'abbé de Saint-Pierre ou Kant -, une telle exigence et un tel espoir sont vains tant que nous nous imaginerons que faire du monde un marché apportera partout la liberté et mettra fin à la guerre des empires. Illusion hypocrite. La concurrence économique est inséparable de la volonté de chaque État de l'emporter sur les autres. Il faut développer la recherche, mais s'il s'agit de mettre les sciences et les universités au service de la puissance de l'État, c'est encore la guerre. Les admirables réussites techniques et scientifiques, celles qui ont permis de combattre une pandémie, celles dont nous jouissons chez nous à chaque instant de nos vies, notre confort, nos séjours dans les mers du Sud autrefois réservées à leurs habitants et à quelques aventuriers, tout notre mode de vie est lié à ce développement de la puissance économique qui fait la puissance des États. De là notre sommeil.

La guerre des empires et des peuples, voilà l'histoire. Non pas la guerre de tous contre tous entre les individus, mais entre États. Le marché lui-même qu'est devenu le monde n'en est qu'un aspect : la mondialisation n'est pas la paix cosmopolitique. Peu importe que le moteur des haines et des ambitions soit une religion, l'Empire ottoman, la grande Russie, la Chine impériale ou, de la même façon, ce qu'on appelait naguère l'impérialisme américain - dont on croyait alors aveuglément qu'il avait pour principe le capitalisme. Une guerre éclate aux frontières de l'Europe - on peut même imaginer qu'elle les franchira. Se rappellera-t-on que toute la politique repose sur la politique extérieure, c'est-à-dire non pas nécessairement sur la guerre ouverte, mais sur ceci que les États sont entre eux dans un état de nature, c'est-à-dire que leurs relations ont pour principe non pas le droit mais la force : la force par laquelle chacun tente d'obtenir ce qu'il considère comme son droit. Les tentatives d'instituer un droit international doivent être poursuivies. Mais faut-il s'étonner de leur échec ? Depuis soixante-dix ans, la peur réciproque de la guerre atomique a été plus efficace que le droit pour éviter une nouvelle guerre mondiale. La même peur fait qu'aujourd'hui rien n'empêche les tyrans d'accroître leur empire avec des armes « conventionnelles ». Le russe l'a compris, qui menace de faire usage de son arsenal nucléaire si nous l'empêchons de pousser ses pions comme il l'entend. Non seulement il ne s'arrêtera pas, mais d'autres suivront, tous les dictateurs qui ne veulent pas de notre liberté.

Il faut s'opposer à la guerre. Mais comment vouloir la paix quand la guerre a commencé ? Il fallait s'y opposer des années auparavant, et tel aurait dû être le but des politiques étrangères - partout dans le monde. Mais elles n'étaient qu'une manière de faire la guerre par d'autres moyens. Un politique qui, parce que le problème majeur de la politique est la guerre, ferait de la politique étrangère le centre de sa campagne électorale serait battu. Admettrions-nous, par exemple, de nous chauffer moins pour moins dépendre des potentats du pétrole ou du gaz ? Ne nous en prenons donc pas seulement aux riches, aux puissants et aux fous.

On m'objectera à juste titre que tout cela n'est que généralité facile. Par exemple que la France a tenté une opération diplomatique pour éviter la guerre : la diplomatie est parfois autre chose que la guerre sous d'autres formes, je l'accorde. On objectera que je fais le jeu de l'envahisseur. Je ne dis pas qu'il aurait fallu plus tôt satisfaire ses exigences, comme nous risquons de le faire aujourd'hui une fois en guerre. Mais il a depuis longtemps poussé ses pions et préparé cette guerre sans que nous nous en soyons souciés. On objectera que je ne propose aucune solution à la crise. Je l'accorde aussi, d'autant plus aisément que je ne comprends pas comment, dans le désordre du monde, nous pourrions nous contenter plus longtemps de détruire par des guerres de procuration quelques peuples éloignés, comme il est d'usage. On dira aussi que je me trompe et que les alliés vaincront. Si une vraie négociation devient possible, se

contenteront-ils seulement d'assurer nos approvisionnements et nos échanges commerciaux pour maintenir notre confort ?

Cette entrée a été publiée par [Jean-Michel Muglioni](#) le [1 mars 2022](#) dans [Bloc-notes](#), [Diaporama](#), [Lecture](#), [philosophie générale](#), [littérature](#), [histoire](#), [Politique](#), [société](#), [actualité](#) et indexée avec [guerre](#), [histoire](#), [politique](#), [théorie politique](#), [violence](#).

Pour citer cet article

URL : <https://www.mezetulle.fr/le-cours-ordinaire-de-lhistoire/>